

Une voie anticapitaliste face à la crise de l'euro

lundi 19 mars 2012, par [CEZARD Yann](#), [DIVÈS Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2012).

Sommaire

- [Du rêve libéral à la réalité](#)
- [La politique merkozyenne](#)
- [Socialistes et écologistes](#)
- [Le piège souverainiste](#)
- [L'illusion antilibérale](#)
- [La voie anticapitaliste](#)

Les conséquences sociales de la crise sont tout aussi dramatiques aux États ou en Grande-Bretagne mais c'est la zone euro, menacée d'éclatement, qui semble être devenue le maillon faible du capitalisme mondial. Étrange paradoxe : pourquoi l'Europe souffrirait-elle davantage que les États-Unis, où la crise a pourtant pris naissance ?

Dans le cadre du capitalisme, la crise révèle en fait un défaut congénital dans la construction de l'euro, monnaie incomplète, sans État, sans budget commun, sans politique commune. Il y a de très grandes différences de compétitivité entre les pays membres, qui auraient donc besoin de politiques monétaires et de taux de change différents. Aux deux extrêmes, la Grèce aurait besoin de dévaluer la monnaie pour réduire son déficit commercial, l'Allemagne, au contraire, de garder une monnaie forte. Comment conserver alors une monnaie commune ? Et au service de quelle politique ? D'où le cri de certains économistes : le fédéralisme ou l'éclatement !

L'euro a été conçu pour parachever un marché unifié pour les entreprises. Fini le risque de change, toujours capable de déstabiliser leurs comptes et leurs anticipations. Elles pourraient donc mieux investir, faire des économies d'échelle. Il s'agissait aussi d'imposer une monnaie forte, sur le modèle du mark allemand, pour comprimer l'inflation et rendre le crédit plus facile et moins cher, aussi bien en Grèce qu'en Allemagne.

Cependant, quand l'euro fut négocié au début des années 1990, le gouvernement allemand, inquiet de « partager » les avantages de sa monnaie, imposa ses conditions : un « pacte de stabilité » (les « critères de Maastricht ») qui imposait aux États de ne pas laisser filer les déficits. Car ce serait effectivement un comportement de « passager clandestin » : si un État gonfle ses déficits, il s'endette avec la monnaie commune et en crée, au risque de développer une inflation partagée et financée par tous les autres pays d'Europe. Pour verrouiller cette politique, une BCE sur le modèle de la Bundesbank, « indépendante » c'est-à-dire ayant comme seul mandat la lutte contre l'inflation, intérêt central pour l'industrie allemande, beaucoup moins pour les entreprises portugaises ou grecques. L'euro naissait ainsi d'un compromis entre les intérêts des États, et des rapports de forces entre eux.

Du rêve libéral à la réalité

Comme projet au service de la finance et de l'industrie européennes, l'euro a d'une certaine façon « bien marché ». En Grèce ou en Espagne, on a pu emprunter pendant toute la décennie 2000 avec des taux d'intérêts très bas. D'où une croissance fondée sur un endettement massif... qu'a priori l'idée originelle de l'euro aurait dû interdire. En Grèce, l'État s'est endetté pour payer ses déficits, une façon de ne pas trop comprimer la demande intérieure, et la bourgeoisie a du coup pu continuer de payer très peu d'impôts. En Espagne, l'État était excédentaire mais l'endettement privé s'est emballé, pour nourrir la spéculation immobilière, grand moteur de la croissance. La bourgeoisie espagnole a pu s'enrichir au fur et à mesure que la bulle immobilière gonflait... et qu'elle se dispensait d'investissements productifs de long terme.

C'est dans ce sens que les pays du « sud » (de l'Europe) ont bénéficié de l'euro, en tout cas leurs capitalistes. Mais pourquoi les gouvernements allemands ou français n'ont-ils pas mis un coup d'arrêt à cet emballement de l'endettement, y compris et d'abord privé ? Parce qu'ils l'ont aussi favorisé chez eux. Et parce que la constitution de ce grand marché a d'abord profité aux firmes, industrielles comme financières, les plus puissantes des pays les plus puissants. Les pays du Sud sont devenus de formidables marchés pour les entreprises du Nord (y compris françaises), qui y ont écoulé leurs biens manufacturés, placé leurs capitaux. Les pays comme l'Espagne ou la Grèce se sont en fait désindustrialisés, avec des balances commerciales lourdement déficitaires, que seul l'endettement permis par l'euro rendait possible.

D'un côté des pays se désindustrialisant, d'un autre des pays renforçant leur puissance économique : cette polarisation de l'Europe a démenti les prétentions du sommet de Lisbonne (où siégeaient Chirac et Jospin), de faire de l'Europe la région « la plus compétitive économiquement » et « la plus avancée socialement du monde » par la grâce des forces du marché et de la finance globalisée, par une meilleure allocation du capital grâce à la liberté de circulation des capitaux. Car le capitalisme n'est justement pas un système capable d'harmoniser le développement de l'Europe.

Contre la démagogie nationaliste actuelle, il faut remarquer que cette polarisation ne s'est pas faite en faveur d'un peuple au détriment d'un autre peuple. Les classes populaires grecques se retrouvent dans une situation dramatique, mais leur bourgeoisie paye peu d'impôts, place son argent partout dans le monde. Les travailleurs espagnols subissent 20 % de chômage, la perte de leur logement, le surendettement, tandis que leur bourgeoisie a profité de la spéculation immobilière. Les travailleurs allemands ont subi des régressions sociales inouïes depuis quinze ans, au nom de la compétitivité internationale.

Aujourd'hui, les bases « perverses » de la (faible) croissance européenne de la décennie 2000 ne sont plus là. Dans une Europe qui est la caricature du capitalisme mondial, écrasant comme partout les salaires et compensant la compression de la demande par la libération du crédit, polarisant les pays entre importateurs surendettés et exportateurs aux travailleurs appauvris, la zone euro montre ses limites, du point de vue même des capitalistes.

Le mal est aussi profond des deux côtés de l'Atlantique, mais en Europe les États ont un sérieux handicap. Pris dans les mêmes dilemmes qu'ailleurs (faire l'austérité, donc aggraver la récession, donc faire exploser la dette...), en plus ils n'ont plus la maîtrise véritable de leur monnaie. D'où une série de demi-mesures incohérentes de sommet en sommet. Les plus puissants, à commencer par l'Allemagne, et secondairement la France, imposent de plus en plus leur propre politique. Si les pays du « Sud » veulent ne pas devenir les parias du capitalisme qui auraient fait défaut sur leur dette, ils doivent consentir à une austérité qui achève de tuer le malade. En Grèce, deux ans d'austérité ont abouti à une chute cumulée de 10 % du PIB.

La politique merkozienne

À court terme, les gouvernements européens n'ont pas de politique de sortie de crise. L'austérité ? Partout généralisée, elle entraîne la récession et personne n'y échappera, y compris les pays exportateurs qui verront leurs marchés se dérober. Et la dette gonflera... À toute l'Europe, ils proposent l'Allemagne comme modèle, ils préparent la Grèce comme avenir.

Alors autant sauver les meubles. Puisque le bateau coule, préservons l'essentiel, les patrimoines financiers de la bourgeoisie, le fonctionnement actuel, libéral et financiarisé, du capitalisme. Après tout, ce fonctionnement n'a-t-il pas permis à leur classe de s'enrichir de façon extraordinaire ces 30 dernières années ?

Mais à long terme ? Ils doivent bien faire mine d'avoir une « vision ». C'est la fuite en avant libérale, privatisations, déréglementations en tout genre, attaques contre la protection sociale, etc. Une « stratégie du choc » : utiliser le traumatisme de la crise pour essayer d'accroître les marges de la bourgeoisie européenne sur le dos des travailleurs. C'est ce qu'ils appellent des « réformes structurelles », pour restaurer la « compétitivité » de l'Europe. C'est encore le « modèle allemand » de la dernière décennie, la dépression du « coût du travail » pour exporter. Mais pour exporter où ? En Chine ? Aux États-Unis ? Que deviendrait d'ailleurs l'Allemagne elle-même, qui réalise les deux tiers de ses exportations dans la zone euro, si tout le monde y cesse d'être déficitaire ? Cette absurdité ne mène qu'à une longue dépression. Un certain fédéralisme apparaît aujourd'hui aux dirigeants européens comme une nécessité pour conjurer l'effondrement de la zone euro. Mais le seul fédéralisme aujourd'hui en négociation entre eux, c'est celui de la « règle d'or » partout. Le genre de fédéralisme qui ne pourra qu'exacerber tous les nationalismes.

Socialistes et écologistes : un autre projet ?

Les socialistes et les écologistes, en Europe et en France, ne proposent aucune alternative. Ils sont du grand parti de l'austérité. Ils prétendent pourtant voir plus loin que Sarkozy et Merkel. Cohn-Bendit l'exprime ainsi dans une interview à Libération(23/01/2012) : « Pour le gouvernement allemand [...] la stabilisation des marchés passe par une pérennisation de la rigueur budgétaire, sans qu'il soit besoin de penser plus loin. [...] Nous voulons aussi une stratégie d'investissement qui passera par l'émission d'obligations européennes afin de relancer l'économie européenne autour de projets communs. Ainsi à côté d'un pacte de rigueur, on aurait un pacte de relance et de communautarisation des dettes européennes. »

Mais comment « relancer » et « investir » si on impose la rigueur, si on casse l'emploi, les salaires, si on ne touche pas au pouvoir de la bourgeoisie de faire ce que bon lui semble de ses capitaux ? Peut-on en attendre autre chose que les réformes libérales de Papandréou et Zapatero, au nom du « redressement » ? Quant à la mutualisation (fort modeste) des dettes européennes, il en va comme de l'idée de réformer la BCE pour qu'elle achète directement des obligations des États (comme aux États-Unis). Hollande et Sarkozy se disent pour. Et se plaignent que l'Allemagne (y compris peut-être... les socialistes allemands) soit contre. Quelle vision d'avenir ! Ni remise en cause du fonctionnement libéral et capitaliste de l'Europe ni vrai fédéralisme qui harmoniserait économiquement et socialement tous les pays du continent : ils nous proposent finalement le même cul-de-sac. Comment s'en extirper ?

Le piège souverainiste

Logiquement, la crise génère le sentiment qu'un repli sur les frontières nationales, comme avant la mondialisation capitaliste, permettrait de vivre mieux. La réalité de la mondialisation interdit cependant tout retour au passé. Les politiques souverainistes ne déboucheraient pas sur un nouvel « âge d'or » comparable à l'expansion des Trente Glorieuses, mais sur une situation présentant bien plus de ressemblances avec les affrontements interétatiques de la première moitié du ^{xx}e siècle. Si aucun secteur représentatif du capital industriel et financier ne défend aujourd'hui les solutions souverainistes, cela pourrait changer en cas d'explosion de la zone euro. C'est pourquoi il est si important de combattre dès maintenant ces politiques et l'idéologie qui les sous-tend.

Le FN en est bien sûr le principal exposant. Le discours néolepéniste combine le rétablissement des frontières, le retour au franc voire la sortie de l'Union européenne, avec ses thématiques traditionnelles xénophobes et anti-immigrés, le tout assorti de fausses promesses sociales. Mais les options souverainistes sont aussi portées par d'autres courants, comme Dupont-Aignan et même un secteur du PCF. Selon le député PCF de Vénissieux, André Gerin, « l'instauration d'un nouveau Franc par le levier d'une dévaluation abaisserait le coût de nos productions à l'étranger, favoriserait les exportations. »¹

Si une telle politique était appliquée, les « dévaluations compétitives » se succéderaient dans un pays d'Europe après l'autre, dans une dynamique de guerre commerciale. Elles tendraient à s'annuler réciproquement et entraîneraient une contraction du commerce international qui, sous le capitalisme, conduit inévitablement à une baisse de la production et donc une hausse du chômage. Il en va de même avec l'augmentation des droits de douane. Les travailleurs de chaque pays seraient appelés à défendre « leurs » patrons, « leur » capitalisme, contre ceux des pays voisins. C'est la voie qui avait été suivie partout durant la grande crise des années 1930. On sait sur quoi cela a débouché.

L'illusion antilibérale

Un autre type de perspective est défendu à travers la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Le programme officiel du Front de gauche, L'Humain d'abord², restant à ce propos extrêmement général, mieux vaut se référer à d'autres sources : les interventions du candidat lui-même, ou encore la « résolution sur l'euro » adoptée par le conseil national du PG en avril 2011³.

Certaines propositions du PG ne sont pas contestables en tant qu'exigences immédiates ; par exemple, le fait que la BCE prête directement aux États, au taux minimal où elle prête aujourd'hui aux banques. Il est en effet scandaleux que les banques puissent emprunter à 1 % à la BCE pour prêter à plus de 5 % aux États. En revanche, le scénario censé permettre de « sortir de l'application du traité de Lisbonne sans sortir de l'Union » européenne est irréel. En résumé, une France gouvernée par le Front de Gauche ferait à ses partenaires européens des propositions pour « refonder » l'UE et l'euro dans un sens antilibéral ; si ceux-ci refusaient, elle entreprendrait de construire avec les pays d'Europe du Sud une nouvelle zone monétaire commune, baptisée « eurosud » ou « eurosol » ; mais en fait, le seul fait d'agiter cette menace suffirait à convaincre l'Allemagne, qui aurait le plus à perdre d'un éclatement de l'euro et de l'UE, d'accepter les changements demandés.

C'est un scénario de politique-fiction, parce qu'il évacue la lutte des classes. Il suppose que les gouvernements et appareils d'État défendraient non pas leurs banques et groupes capitalistes mais un intérêt général. Il ignore la réalité des affrontements qui se développent, comme on le voit

actuellement en Grèce, et fait l'impasse sur la nécessité d'une offensive internationale des travailleurs. Bref, il reproduit au niveau européen les meccanos institutionnels qu'il préconise dans le cadre national, ce qui s'avère – si c'est possible – encore plus irréaliste.

L'autre grand problème réside dans les missions attribuées à de telles institutions « rénovées » de l'UE et de la zone euro. Pour Jean-Luc Mélenchon, « il faut que la BCE prête directement aux États et rachète la dette et les déficits ». Jacques Généreux, l'économiste du PG, ajoute que « si on avait commencé dès le début de la crise à accepter la restructuration de la dette grecque et à accepter que la BCE intervienne et aide directement les États, nous n'en serions pas là » (AFP, 30 novembre 2011). Prêts, rachats, restructurations... La réforme souhaitée a donc pour objectif de continuer à payer les dettes publiques, celles-là mêmes qui étranglent les économies. Jean-Luc Mélenchon confirme, à l'échelle nationale : « on doit soit contracter les dépenses, soit augmenter les recettes pour pouvoir payer ces dettes. Le Front de Gauche est partisan de la seconde solution [...] Les entreprises du CAC 40 paient moins d'impôts que des PME. Les banques vivent aux crochets de l'État, alors qu'elles accumulent des milliards de bénéfices. Autant d'argent susceptible de rembourser la dette » (l'Humanité, 22/11/2011). Les capitalistes seraient donc invités à participer au remboursement de la même dette... dont ils continueraient pendant ce temps à s'engraisser !

La voie anticapitaliste

Nous partageons avec le PG l'idée que « cette façon de poser le débat et de le centrer sur la question du maintien ou de l'abandon de l'euro n'est pas la bonne ». La même chose valant, plus largement, pour l'Union européenne. Mais ce n'est pas parce que nous penserions, comme lui, que « l'union monétaire pourrait être bénéfique et soutenable si, en rupture avec le traité de Lisbonne, elle était refondée ». Car on ne parle pas ici d'union monétaire dans l'abstrait, mais de l'euro réellement existant ; et l'union monétaire actuelle a été conçue entièrement, de façon consubstantielle à tous ses dispositifs fondateurs, au bénéfice des banques et des grands groupes capitalistes. Elle n'est évidemment pas réformable et affirmer le contraire relève soit de l'illusion, soit de la tromperie.

Nous ne reprenons pas à notre compte « cette façon de poser le débat » parce qu'en l'absence d'une alternative européenne un minimum concrète et palpable, elle est identifiée aux fausses solutions du repli dans les frontières nationales avec son corollaire, une collaboration de classes renforcée. En revanche, nous avons l'obligation de signaler qu'une autre politique et une autre construction européenne, au service des travailleurs et des peuples, impliquent de rompre avec les traités existants (tous : Lisbonne, bien sûr, mais aussi Maastricht, l'Acte unique et jusqu'au traité fondateur de Rome) et par conséquent avec les institutions et mécanismes qu'ils ont mis en place.

Nous partons des intérêts des salariés, de la jeunesse, de la majorité de la population. Une des premières mesures d'un gouvernement représentant ces intérêts serait de déclarer le moratoire de la dette publique (versement des intérêts et remboursement du capital) afin de pouvoir défendre les services publics, créer des emplois et commencer à augmenter les salaires. Évidemment, les banques en seraient sérieusement affectées, en France et au-delà en Europe. Une autre mesure, devenant indispensable, serait alors de s'en saisir, de les socialiser et de les unifier dans un monopole bancaire public destiné à orienter les ressources en fonction des besoins de la société.

Vu l'interpénétration des économies de l'Union européenne et de la zone euro, il est improbable que ces deux entités survivent longtemps à un tel changement survenant dans un de leurs pays « centraux », que ce soit la France ou un autre, et que l'État concerné se retrouve ou non expulsé par ses pairs de l'union économique et monétaire. Signalons au passage, pour répondre aux

souverainistes (selon lesquels le retour à une monnaie nationale permettrait, en dévaluant, de « restaurer la compétitivité »), que le moratoire de la dette et la saisie des banques auraient pour conséquence quasi automatique de provoquer une forte dévaluation de l'euro. Mais effectuée au niveau de l'euro et non de monnaies nationales, cette dévaluation affecterait peu les consommateurs européens (l'essentiel des échanges des pays membres de l'UE se faisant entre eux), tout en redonnant de l'oxygène aux économies les plus maltraitées (comme en premier lieu la Grèce) car souffrant le plus d'un euro surévalué. Évidemment, dans le même temps, de telles mesures léseraient gravement les intérêts des grands groupes industriels et financiers...

L'espoir réside dans la capacité des classes populaires des différents pays d'Europe à engager une riposte radicale, massive, contre l'austérité et ce capitalisme en crise. Nous en voyons aujourd'hui des prémices en Grèce. Un tel mouvement pourra-t-il se développer, s'étendre à d'autres pays, assumer des objectifs anticapitalistes ? Il lui faudra éviter de se laisser dévoyer par les sirènes du nationalisme, mais il ne pourra pas non plus attendre après une très hypothétique « réforme » simultanée, partout, de l'Union européenne. Un processus révolutionnaire, ou un mouvement assez radical pour mettre en échec les politiques actuelles, toucherait probablement d'abord quelques pays seulement. Ce qui pourrait bien solder la mort de la (fausse) Union européenne que nous connaissons aujourd'hui.

Dans un tel scénario, l'affrontement des intérêts dominants sera dans tous les cas inévitable. Mais nous le mènerons au nom et dans la construction, qui alors se trouvera véritablement en marche, d'une tout autre Europe, des travailleurs et des peuples, vers des États-Unis d'Europe socialistes.

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès

1. <http://www.renforcerlepcf.com/La-crise-de-l-UE-et-la-tentation-nationaliste-141.html>

2. Voir l'analyse critique qui en a été faite dans Tout est à nous ! La Revue n° 27 de décembre 2011.

<http://www.lepartidegauche.fr/editos/arguments/3826-resolution-sur-leuro>

Partager cet article

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 29 (février 2012).